

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°10

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2536 - Prix : 1 €

*Le feuilleton
Fillon : les
politiciens tels
qu'en eux-
mêmes*

Page 4

*Les candidats et
l'économie : pas
touche aux
profits
patronaux*

Page 5

*Gomme pan
nout memwar !*

Page 7

*Non à la
division, oui à
l'unité des
travailleurs*

Page 9

**Emplois, salaires,
retraites doivent
passer avant les
profits !**

**Nathalie
Arthaud,
Le camp des
travailleurs**



Nathalie Arthaud, le camp des travailleurs

La candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud se présente à l'élection présidentielle pour faire entendre le camp des travailleurs, les intérêts des ouvriers, des employés, de ceux qui sont condamnés au chômage et aux petits boulots, les intérêts de ceux en invalidité ou à la retraite.

Elle est candidate pour que les millions de femmes et hommes qui font tourner l'économie dans des conditions de plus en plus dures, tout en étant payés une misère, puissent dire qu'ils existent, qu'ils sont les forces vives de la France et des DOM et qu'ils ont des droits pour lesquels ils veulent se battre.

Nathalie Arthaud est candidate pour dénoncer la bourgeoisie. Elle est candidate pour combattre les Bettencourt, Dassault, Peugeot, Bouygues...parce que les richesses de ces gens-là s'édifient sur le dos de l'ensemble du monde du travail. Parce que l'augmentation de leurs fortunes se fait sur la baisse des salaires ou des retraites.

Affirmer un programme pour les travailleurs

Faire entendre les intérêts des travailleurs, à l'opposé de la politique pro-patronale des autres candidats, est ce qu'il y a de plus utile à faire dans ces élections. On nous donne la parole au premier tour, eh bien ne laissons pas le monopole à des politiciens bourgeois, qui pensent en bourgeois ! Les travailleurs doivent s'exprimer et dire tout le mal de la politique menée par ce gouvernement et ceux qui l'ont précédé, mais aussi de cette société capitaliste.

Tout le monde a suivi les révélations accablantes contre Fillon et sa défense ridicule. Il répète en boucle qu'il n'a rien fait d'illégal, ne se rendant même pas



compte du décalage qu'il y a entre ses leçons de morale et ses actes !

Fillon est révélateur d'une classe politique socialement étrangère aux travailleurs. Ses mêmes comportements, sa même arrogance on la retrouve dans le monde bourgeois avec ces PDG et ces grands actionnaires qui n'ont de cesse de dire aux travailleurs qu'ils ne travaillent pas assez et qu'ils sont trop payés alors qu'eux-mêmes empochent des dizaines, des centaines de milliers d'euros par mois sans rien faire de leurs dix doigts !

En face, les Hamon ou les Macron cherchent encore à nous balader ! Pendant ces cinq dernières années, ils ont participé au quinquennat Hollande qui a entériné les reculs sur les retraites, qui a augmenté la TVA et aidé le grand patronat à baisser les salaires, à augmenter le temps de travail, à licencier. Et les voilà aujourd'hui qui nous promettent de tout changer !

Macron ou Hamon s'érigent en petits nouveaux de la politique, pleins d'idées soi-disant originales ! Mais Macron, c'est le travail du dimanche... Il ne jure que par ces auto-entrepreneurs qui ne sont en réalité que des salariés sans contrat de travail et sans

protection sociale. Oh ils sont libres oui, mais libres de s'auto-exploiter pour le compte des groupes capitalistes !

Quant à Hamon, il se singularise avec sa proposition d'un revenu de base universel.

Les travailleurs ne veulent pas de la charité ! Ce qu'ils veulent c'est un travail et un salaire qui leur permettraient de vivre dignement ; le droit d'être soigné, d'être logé dignement ; le droit pour les enfants des classes populaires d'accéder à une bonne éducation. Le droit d'avoir une retraite décente.

Et ceux qui, parmi les travailleurs se disent que, peut-être, Le Pen ferait différemment de tous ces politiciens, se trompent. Le Pen est une candidate bourgeoise attachée à l'ordre capitaliste. Comme les autres, elle reprend tous les mensonges patronaux en expliquant qu'il faut « baisser le coût du travail, baisser les dépenses publiques, améliorer la compétitivité... ». Autrement dit, sous prétexte de rendre « compétitives » les entreprises françaises, elle justifiera, comme tous les autres, l'allongement du temps de travail, le blocage voire la baisse des salaires, la réduction des cotisations patronales et de leurs

impôts. Le Pen, c'est une Donald Trump. Elle se déguise en candidate antisystème pour en prendre la tête et faire fructifier la fortune de ses petits copains et des plus riches.

À gauche de la gauche, le vote pour Mélenchon n'a absolument pas la même signification qu'un vote en la faveur de Nathalie Arthaud. Le programme de Mélenchon ne débouche sur rien de concret. Mélenchon promet l'abrogation de la loi El Khomri, le Smic net porté à 1326 €, les vraies 35 heures. Mais même ces quelques promesses à destination des travailleurs sont des promesses en l'air. Car tant qu'on ne dit pas comment on l'imposera au grand capital qui décide de tout aujourd'hui, tant que l'on ne se dit pas prêt à arracher ce pouvoir à la minorité capitaliste, on parle pour ne rien dire.

Pour éradiquer le chômage : un travail, un salaire pour tous et la transparence sur les comptes des entreprises

Le premier point du programme de Nathalie Arthaud c'est d'éradiquer le chômage. Il faut que tout le monde ait un travail et un salaire. La première mesure est d'interdire les licenciements et les plans de suppressions d'emplois à commencer par les entreprises qui font des bénéfices.

Le chômage est un fléau qui pourrit la société de l'intérieur. Il agrave la misère, il marginalise. Il pousse à l'individualisme à la compétition entre travailleurs. C'est aussi de là que naît la peur de l'autre et la déshumanisation de la société. Alors oui, pour nous travailleurs c'est la priorité. Il faut un travail et un salaire pour tous !

Pas un salaire à moins de 1800 € net – 300 € d'augmentation pour tous et contrôle des travailleurs sur les entreprises

La société est riche, très riche. Il faut prendre l'argent nécessaire sur les profits des entreprises, sur les dividendes distribués aux

actionnaires, et, au besoin, sur leur fortune, accumulée. C'est la raison pour laquelle les travailleurs doivent imposer la transparence sur les comptes des entreprises. Le grand patronat a érigé le mensonge et l'opacité en art de gouverner et avec le secret des affaires, la loi est faite pour le couvrir.

Alors voilà le programme de Nathalie Arthaud et de Lutte ouvrière ! Ce n'est pas, comme tous les autres candidats, un catalogue de promesses qui seront aussi vite bafouées qu'elles ont été inventées. Le vote pour la candidature de Nathalie Arthaud permettra, le temps d'une élection, de faire apparaître les travailleurs comme une force politique

Les travailleurs n'ont pas seulement besoin d'exprimer leurs intérêts au moment des élections, ils ont besoin de mener le combat tous les jours ; au quotidien dans les entreprises, en permanence contre la politique anti-ouvrière relayée par les gouvernements. Cela, c'est le rôle d'un parti.

Dans cette élection, on nous demande d'élire le prochain président qui fera encore reculer les retraites, qui donnera plus de liberté pour que les patrons nous exploitent, qui les aidera à baisser nos conditions de vie et de travail ! Il ne faut pas marcher là dedans.

L'enjeu ne doit pas être de chercher à élire l'un plutôt que l'autre, mais d'exprimer ses intérêts, ses perspectives politiques. Nathalie Arthaud appelle tous ceux qui partagent ces idées à voter pour sa candidature sans craindre d'être minoritaires ou à contre-courant. Aujourd'hui combien de travailleurs se mordent les doigts d'avoir voté Hollande en 2012 ? Et il faudrait recommencer avec un autre ?

Croire qu'il faut voter « utile », ou « voter pour le moins pire » pour essayer de se protéger est un leurre. Il n'y aura pas de moins pire pour le monde ouvrier s'il ne se bat pas collectivement.

Quand à s'abstenir, ce n'est pas une preuve de conscience ou de

radicalisme.

Voter Nathalie Arthaud, c'est voter pour faire entendre collectivement les exigences du monde du travail, en faire des objectifs de lutte pour demain, face au futur président, quel qu'il soit.

File Rouge

Qui se ressemblent, s'assemblent

Après le ralliement du maire PS de Saint-Denis à Macron qui a emboité le pas au député-maire de Saint-Leu Thierry Robert encarté au LPA et ancré à droite, d'autres individus, notamment du sud de l'île se sont constitués en comité de soutien à l'ex ministre de l'économie du gouvernement de Hollande. Parmi eux des hommes et des femmes bien marqués à droite, jupéistes de la première heure pour certains, qui n'ont pas fait le choix de suivre Fillon trop emmêlé dans l'affaire « Penelope gate » et donc plus trop crédible à leurs yeux.

Mais si à gauche comme à droite les uns et les autres rejoignent Macron c'est que le contenu de son programme, pas bien différent de celui de Hamon et de Fillon, correspond à leur propre politique, un programme taillé sur mesure pour le patronat.

Un parti d'affaires comme les autres

Le FN n'est pas encore au pouvoir, il ne contrôle que quelques villes, mais il est déjà englué dans les affaires politico-financières. Le Pen n'a rien à envier aux Fillon, Sarkozy, Balkany ou Cahuzac. Elle est du même monde. Elle se pose en « candidate du peuple », mais elle et ses proches connaissent toutes les ficelles pour remplir les caisses de leur parti et, pour certains, leurs comptes personnels.

Ses vociférations sur le présumé complot des juges, ses menaces contre les hauts fonctionnaires de la justice, ne doivent pas cacher la réalité : Le Pen est une bourgeoise prête à servir sa classe, tout en n'oubliant pas de se servir.

Mélenchon et Hamon : deux candidats pour une même politique

Après avoir maintenu pendant des semaines le doute sur la possibilité d'une alliance, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon se sont finalement rencontrés vendredi 24 février. « *Je l'ai vu, a déclaré Hamon, et il m'a confirmé ce que je savais, c'est qu'il sera candidat* ».

Pour justifier son refus de retirer sa candidature, Mélenchon a fait état de divergences trop importantes sur la question de l'Union européenne. Ce n'est donc pas sur les intérêts des travailleurs et sur la politique anti ouvrière menée depuis 2012 que Mélenchon veut se différencier du PS,

mais sur le terrain du nationalisme, qu'il appelle patriotisme, un terrain similaire à celui sur lequel se place Le Pen.

Concurrents pour accéder au pouvoir, Hamon et Mélenchon ne le sont pas vis-à-vis des patrons : les deux refusent de s'en prendre à leur pouvoir.

Le feuilleton Fillon : les politiciens tels qu'en eux-mêmes



Après les révélations du *Canard enchaîné*, la droite s'est déchirée autour de la candidature de Fillon. Dans un premier temps les caciques du parti ont fait contre mauvaise fortune bon cœur. Puis, au fur et à mesure que la cote de Fillon baissait dans les sondages, des voix de plus en plus

nombreuses ont demandé son remplacement.

Juppé aurait eu les faveurs de certains mais, semble-t-il, pas de Sarkozy. Et c'est faute d'alternative regroupant tout le monde que mardi 7 mars, les dirigeants de LR, prêts deux jours avant à débarquer Fillon, ont mangé leur chapeau et sont revenus s'aligner derrière lui.

Tous ces personnages ont affirmé bien haut agir au nom de l'intérêt national, pour les plus pompeux, de celui de leur parti pour les plus modestes. Mais la réalité est bien plus prosaïque.

Le fait que Fillon ait détourné un million d'euros d'argent public au profit de sa famille ne leur pose pas vraiment de problème, ni le fait qu'il soit subventionné par un financier et coaché par un autre. C'est la règle du milieu. Sarkozy allait chez les Bettencourt, Chirac chez Dassault,

Mitterrand chez Rousselet et Macron va chez tout le monde. La spécificité de Fillon est qu'il s'appuie lui sur un petit cercle de punaises de bénitiers, d'abbés en soutane et rangers, d'adversaires farouches des libertés des femmes, mais il promet du sang et des larmes pour les travailleurs et les petites gens, comme tous ses amis et concurrents, et c'est là l'essentiel.

Le fond de l'affaire est que ces gens ont craint pour leurs carrières, leurs postes, leurs cassettes. La victoire étant promise à Fillon, ils se voyaient déjà ministre, sénateur ou député, conseiller, chef de cabinet, ambassadeur... et l'élection perdue, ils auraient vu le blé tomber dans une autre mangeoire.

La concurrence entre eux se résume à celle entre laquais prêts à tous les coups pour obtenir le poste de loyal serviteur de leurs maîtres les capitalistes.

FN : séduire la finance

Pendant que, sur les estrades de campagne, Marine Le Pen fait mine de fustiger les candidats soumis « aux puissances d'argent », son entourage rencontre beaucoup plus discrètement certains de leurs représentants.

D'après le quotidien *Les Echos*, Jean Messia, énarque et coordinateur du projet présidentiel de Le Pen, a récemment rencontré des « investisseurs », c'est-à-dire des banquiers. De même Bernard Monot,

économiste du Front national, s'est adressé à des responsables des banques Barclays et UBS ainsi qu'à des représentants du fonds spéculatif Black Rock, un milieu qu'il connaît bien, ayant fait carrière dans la banque et l'assurance. De son propre aveu, il leur a tenu ce discours : « *Nous allons honorer la signature de la France, et nous nous engageons à maintenir la stabilité économique, monétaire et financière du pays.* » En clair, les

financiers et les capitalistes n'ont rien à craindre d'une arrivée du FN au pouvoir, leurs intérêts passeront avant tout le reste.

Les discours contre la finance, c'est bon pour les meetings. Dans les salons de la bourgeoisie, on parle sérieusement de la façon de servir les intérêts du capital. Et, pour le FN, l'objectif a été atteint : les banquiers ont été rassurés.

De Hollande à Cazeneuve : le FN, épouvantail commode

Hollande et Cazeneuve multiplient les interventions destinées à mettre en garde contre une victoire du FN à la présidentielle. Mais ils évitent soigneusement d'évoquer leur responsabilité dans cette progression de l'influence du Front national.

Pendant cinq ans, les socialistes au gouvernement ont aidé le grand patronat à faire reculer la condition ouvrière, apportant encore leur contribution à cette œuvre de destruction des droits sociaux avec la loi Travail, pour ne citer que la dernière en date. Et en vérité, ils ont une lourde responsabilité dans l'écoûrement des classes populaires, sur lequel prospère le vote FN.

Par ces prises de position, les socialistes commencent une campagne pour préparer les esprits à un vote en faveur du candidat opposé à Le Pen au deuxième tour, que ce soit Hamon, Macron ou même Fillon. Pour Hollande ou Cazeneuve, il y a longtemps que le fait de brandir l'épouvantail d'une éventuelle victoire du FN est la seule façon de tenter de mobiliser leur électorat.

Le scénario du second tour est ainsi en grande partie joué d'avance. Pour les travailleurs qui refusent de se voir réduits au rôle de pions utilisés par les politiciens dans leur course au pouvoir, seul le premier tour peut être une occasion d'exprimer à la fois leur rejet

de tous ces serviteurs politiques de la bourgeoisie qui n'ont cessé de leur mentir et de les trahir, mais aussi leur opposition à toutes les politiques menées en faveur du patronat et des plus riches. Les travailleurs pourront exprimer un tel vote de classe en votant Nathalie Arthaud.



Les candidats et l'économie : pas touche aux profits patronaux !

Dans les programmes économiques que les candidats se doivent d'afficher, quitte à les oublier au plus vite une fois élu, il y a le CICE, une mesure de Hollande qui rapporte 40 milliards chaque année aux entreprises, que tous, de Fillon à Hamon, veulent conserver, transformer, pérenniser...

Chez Fillon, le CICE serait fusionné avec les divers allègements de taxes et de cotisations sociales patronales et 40 milliards seraient reversés immédiatement au patronat, au 1er septembre prochain. Macron, tout comme Le Pen, transformera le CICE en allègement de charges pérenne. Hamon, ancien ministre de Hollande, en consacrera une partie à augmenter quelque peu le RSA

(jusqu'à 600 euros par mois) et conditionnerait son versement à une réduction du temps de travail... de la même façon sans doute qu'il devait prétendument servir à créer des emplois et n'en a créé aucun !

Quant aux dépenses publiques, ils en sont tous à sortir la hache. Macron met la barre à 60 milliards de baisses, en ciblant l'indemnisation du chômage et les dépenses de santé. Fillon fait mieux, il promet 100 milliards de baisse de dépenses publiques en supprimant 500 000 emplois dans la fonction publique. Le Pen prétend faire des économies en supprimant l'aide médicale d'État pour les plus démunis : tant pis si, la prévention et les soins simples une fois supprimés, le coût de

la santé pour les plus pauvres exploserait inévitablement par la suite.

Les uns ou les autres promettent aussi de baisser l'impôt sur les bénéfices des sociétés et, pour équilibrer le budget, Fillon promet en échange d'augmenter la TVA, Macron la CSG et Le Pen de taxer les embauches des produits importés, de travailleurs étrangers, ce qui est inépte et choquant.

Des salaires, des allocations, des retraites de misère, ils n'en ont cure. Le chômage, la situation tragique de ces six millions de travailleurs sans emploi, au bas mot, pas davantage ! Ce ne sont pas les intérêts de ces électeurs-là qu'ils représentent.

Profits du Cac 40 : le casse du siècle

Près de 76 milliards d'euros, c'est le total des profits accumulés en 2016 par les quarante plus grandes entreprises françaises cotées en Bourse, le fameux Cac 40. Soit une augmentation de plus de 30 % par rapport à l'année 2015 !

Tous les secteurs de l'économie sont à la fête. Les bénéfices de PSA sont en hausse de plus de 90 %, Bouygues de 82 %, Michelin de 43 %... La palme revient à la BNP Paribas avec 7,7 milliards d'euros de bénéfices !

Les profits ont bondi, alors que le chiffre d'affaires cumulé de ces groupes capitalistes a à peine augmenté et, pour certains, a même baissé. C'est la preuve que les résultats viennent tout droit de l'exploitation accrue des travailleurs. Ainsi, tous ces grands groupes ont multiplié ces dernières années les attaques : plans de licenciements massifs, blocage des salaires, augmentation des cadences, explosion de la précarité et de la flexibilité, etc. Le meilleur exemple est PSA, qui a supprimé 17 000 emplois

en CDI en trois ans et qui en est déjà à son deuxième plan de compétitivité.

La société s'enfonce chaque jour un peu plus dans la crise et dans la misère, mais l'argent n'a jamais autant coulé à flots pour les groupes capitalistes. Ces milliards sont le résultat du vol du travail des salariés. Alors, ce sont les salaires qu'il faut augmenter, et des travailleurs qu'il faut embaucher en prenant sur les fortunes colossales des actionnaires parasites de ces grands groupes.

Gattaz : tout un programme

Pierre Gattaz, le patron du Medef, n'est pas candidat à la présidentielle, mais il annonce déjà ce que le patronat attend du futur élu : financement de l'assurance-maladie par la TVA ou la CSG, baisse de 30 milliards des cotisations sociales, baisse de l'impôt sur les sociétés, 100 à 115 milliards de

coups dans les budgets publics, non-remplacement de deux départs sur trois dans la fonction publique, fin de l'impôt sur la fortune, retraite à 65 ans et promotion de la retraite par capitalisation, licenciements encore plus facilités.

Alors, il ne faut pas se laisser endormir par le cirque électoral, mais se préparer à faire râver sa morgue au patronat.

Dans cette élection le premier pas, pour les travailleurs, c'est de formuler leurs propres exigences !

Violences policières : une politique de classe

Après l'agression du jeune Théo par quatre policiers à Aulnay-sous-Bois, les langues se sont déliées, montrant que ce viol n'est pas un acte isolé. Un policier a même eu le courage de dénoncer la brutalité quotidienne de ses collègues lors des contrôles ou des gardes à vue.

Avec le pouvoir accru que les policiers ont obtenu au travers de la loi dite de sécurité publique, votée le 16 février dernier, il y a de quoi s'inquiéter. Cette loi assouplit en effet les règles de légitime défense pour les policiers et durcit les peines pour

outrage aux forces de l'ordre. Cela ne fera que renforcer l'impunité dont bénéficient déjà les policiers qui, dans les rares cas où ils sont mis en examen, sont assez systématiquement relaxés.

Cette violence et cette impunité policière n'ont malheureusement rien d'étonnant. La police est, comme l'armée, le bras armé d'un État de classe, dont le rôle est d'assurer l'ordre social des riches et des puissants. Les policiers et les gendarmes sont formés pour réprimer les pauvres, les travailleurs quand ils combattent l'exploitation et se révoltent. Il n'est

pas rare que l'État envoie les CRS contre des grévistes ou des manifestants, comme l'an dernier, contre les centaines de milliers de personnes qui manifestaient contre la loi El Khomri. Et en toute logique, avec leur rôle de chiens de garde du capital, les forces de police traitent en ennemis les futurs exploités que sont les jeunes des quartiers populaires.

La violence policière n'est que le reflet de la violence sociale, des riches contre les pauvres.

PNFG ou comment faire des économies sur le dos des salariés et des usagers

En visite à La Réunion le 3 mars le ministre de l'Intérieur, Bruno Leroux a abordé entre autres sujets le PPNG, le Plan Préfecture Nouvelle Génération. Pour le ministre, le PPNG c'est « *l'État de proximité. Un service de qualité et un accompagnement au plus près de français* ». Pour illustrer ses propos il a cité la création future de Centres d'expertise et de ressources en titre à Saint-Denis puis à Saint-Pierre où la population pourra récupérer permis, cartes d'identité, passeports, etc. sans devoir, selon lui, patienter dans les longues files d'attente comme c'est le cas actuellement.

C'est sûr qu'en externalisant certains services, les trois sous-préfectures de l'île et la Préfecture ne risquent plus d'être assaillies par les administrés, d'autant que celles-ci



ferment de plus en plus leurs grilles au public plusieurs jours par semaine.

Le ministre a beau prétendre que le PPNG va faciliter les démarches des usagers et essayer de convaincre les agents de l'État que ce plan est un outil formidable, son discours ne peut masquer la réalité de la politique d'économie de l'État qui supprime massivement des milliers d'emplois dans ses services utiles à la population.

Celle-ci n'aura pas d'autre choix, « dématérialisation » oblige, que d'utiliser internet pour effectuer ses démarches administratives. Lorsque l'on sait que 15% de la population de La Réunion souffre d'illettrisme et que peu de foyers disposent encore d'internet ou d'ordinateur, les décisions de l'État sont un véritable casse-tête et un mépris, en particulier pour les classes populaires.

Cancers professionnels : le patronat responsable et coupable

Le 28 février, le Parlement européen a commencé l'examen d'une nouvelle directive « pour la protection des travailleurs contre l'exposition aux substances cancérogènes », mais il est d'ores et déjà clair que ce n'est pas elle qui protégera les ouvriers de la soif de profit patronale, proprement criminelle en ce domaine. Le texte a en effet été préparé en amont par un comité

scientifique composé d'experts tout dévoués au patronat. Ses membres sont presque tous salariés ou consultants d'industries utilisant des produits dangereux. Résultat : alors que les syndicats réclamaient des seuils d'exposition pour 71 substances à l'origine de cancers, le comité n'en a retenu que 18, excluant par exemple les vapeurs de diesel. Pour ce qui concerne

les valeurs limites autorisées, ces experts ont systématiquement repris les propositions patronales.

Officiellement, mais c'est sans doute loin de la réalité, 100 000 travailleurs meurent chaque année en Europe d'avoir été exposés durant leur travail à des produits cancérogènes. Sous pression patronale cette situation n'est pas près de s'améliorer.

Gomme pa nout memwar !

Alors que dans les années 1960, le gouvernement de De Gaulle menait en métropole la chasse aux femmes qui désiraient avorter et aux médecins qui les yaidaient, la politique menée à la Réunion par le pouvoir gaulliste, sous l'égide de son ministre Michel Debré, était inverse tout en dégageant un même mépris fondamental envers les femmes, celles des anciennes colonies en particulier.

Sous prétexte de « surpeuplement », le pouvoir rafait les enfants des familles pauvres de La Réunion et les expédiait à dix mille kilomètres de chez eux pour soi-disant repeupler les départements français

dépeuplés comme la Creuse, les coupant pour de longues années de leurs racines et de leurs familles.

Les femmes réunionnaises étaient également stérilisées et avortées contre leur gré dans des cliniques telles celle du docteur Moreau de Saint-Benoît. Dans son livre récent sur ce scandale, l'universitaire Françoise Vergès cite le chiffre de 8000 femmes concernées chaque année pendant toute la période 1960-1970. C'est dire l'ampleur de ces pratiques inhumaines qui a traumatisé toute une génération de femmes de La Réunion.

Le mépris colonial, c'était aussi cela.



Bandamanjak.com

DANS LES ENTREPRISES

L'hôpital de Cilaos en danger

Obligée de battre en retraite sur son projet de suppression de 250 emplois et de plus de cent lits suite à la mobilisation massive du personnel, la direction du CHU menace à présent de fermer l'hôpital de Cilaos.

Cet hôpital construit en 1965 devait répondre aux besoins d'hospitalisation des habitants de cette ville enclavée et distante de 45 kilomètres de Saint-Pierre qui dispose d'un hôpital bien équipé. Révélateur du mépris de l'État et de son administration pour cette

population des hauts, l'hôpital de Cilaos ne dispose même pas aujourd'hui de la présence permanente d'un médecin, mais seulement d'infirmières et d'aides-soignants. L'hiver dernier ses finances ne permettaient même pas de chauffer les chambres des malades qui devaient se protéger du froid avec leurs propres couvertures.

C'est dire le peu d'argent que coûte cet établissement de soins à l'État, mais c'est encore trop pour ceux qui

préfèrent mettre en danger la vie des patients lors de transferts risqués vers l'hôpital de Terre-Sainte et priver les habitants du cirque d'une vingtaine d'emplois dans une commune qui compte près de 50 % de chômeurs. Tout cela pour économiser quelques sous.

L'hôpital de Cilaos ne doit pas fermer. Il doit au contraire être modernisé et les emplois en CDD, celui du médecin en particulier, transformés en emplois permanents.

Supprimer des emplois dans la santé, Ils sont malades ou quoi ?

Suite à un audit commandé par l'IGAS faisant ressortir que le CHU de La Réunion avait accumulé un déficit de 26 millions d'euros en 2016, la direction du centre hospitalier a annoncé qu'elle entendait rétablir l'équilibre financier de l'établissement... en supprimant 250 emplois.

Cette annonce a provoqué une réaction scandalisée du personnel du CHU qui a décidé de se mettre en grève à l'appel de l'intersyndicale. Il a été rejoint, et cela seul montre la profondeur du mécontentement, par le corps des médecins.

Dans les services les travailleurs du CHU sont bien souvent débordés du fait des effectifs notoirement insuffisants. Beaucoup de salariés sont au bord du burn-out, certains ont même attenté à leurs jours. Que ce soit à Saint-Denis, à Saint-Benoît ou à Saint-Pierre, les directions en sont à demander au personnel en repos ou en

congé de reprendre du service pour faire face à l'afflux de malades. Les heures supplémentaires se comptent par milliers, mais ne sont pas payées depuis des années. Réduire encore le personnel de plusieurs centaines d'unité aurait été ingérable et criminel.

La mobilisation de centaines d'agents du CHU pendant plusieurs

jours consécutifs et le scandale provoqué dans la population a contraint la direction du CHU à « suspendre » son plan de suppressions d'emplois. Même si la menace reste entière, les salariés du CHU peuvent mettre ce recul au compte de leur grève et de leurs manifestations sur la voie publique.



Verdict du foyer de terre rouge : une justice de classe

Après neuf années de procédure devant les tribunaux de La Réunion, les trois dirigeants politiques et le chef administratif du Conseil général incriminés, suite à un signalement fait par le syndicat CFTC en 2008 dans l'affaire du Foyer de Bois Rouge au Tampon, et qui avaient été condamnés dans un premier temps à de la prison avec sursis et à l'inéligibilité, ont été finalement relaxés par la cour d'Appel jeudi 9 mars 2017.

NassimahDindar, la présidente du Conseil général, Jean-Jacques Vlody, député PS et BachilValy, maire de

l'Entre-Deux avaient été accusés d'avoir couvert l'embauche de personnes non qualifiées mais proches d'eux politiquement dans cette structure en remplacement de salariés en CDD compétents. Des conséquences ont été désastreuses sur l'encadrement et le suivi des jeunes hébergés dans le foyer.

Dans ses conclusions publiées dans la presse, la cour d'Appel, bien que reconnaissant « *un système de recrutement opaque et l'absence d'une organisation rigoureuse* » déclare que « *rien ne prouve que les politiques*

aient instrumentalisé le Monsieur Embauche du Conseil général ».

Qu'importe donc aux juges la maltraitance dont ont été victimes les enfants du foyer pourvu que élus politiques du Conseil général passent au travers des mailles du filet et que le système de passe-droit et de copinage puisse continuer à leur rapporter des voix !

Cela juge cette « justice » qui tranche systématiquement en faveur des riches et des puissants et bafoue les droits de leurs victimes.

Abus d'emplois précaires : Air Austral condamné

La direction d'Air Austral, compagnie aérienne régionale privée, mais fonctionnant avec l'argent de la Région et du Conseil départemental, n'est pas regardante sur le respect du code du travail et des salariés qu'elle emploie.

Elle a ainsi fait travailler en CDD successifs (plusieurs dizaines) de 2009 à 2013 plusieurs dizaines de jeunes sur des emplois de manutentionnaires,

c'est-à-dire sur des travaux permanents, ce qu'interdit le code du travail. Un certain nombre ont été repris par une filiale d'Air Austral, mais sept d'entre eux ont été licenciés.

Estimant avoir été lésés suite à cette décision de la compagnie, ils ont décidé de porter l'affaire devant les prud'hommes l'an dernier. Le tribunal vient de leur donner raison en requalifiant leurs contrats en contrats

indéterminés et en condamnant Air Austral à leur verser chacun entre 10 et 15 000 euros de dommages et intérêts pour licenciements sans cause réelle et sérieuse.

La décision du tribunal n'est cependant pas à la hauteur de leurs attentes, car ils estimaient leur préjudice à quatre fois la somme qu'ils vont toucher.

Harcèlement au travail : six plaintes sur cent aboutissent

Le parquet de Paris a classé sans suite les plaintes pour harcèlement sexuel déposées par huit femmes contre le député écologiste Denis Baupin. Même s'il apparaît que certains faits seraient « *susceptibles d'être qualifiés pénalement* », a déclaré le procureur, ces derniers datant de plus de trois ans étaient couverts par la prescription.

Depuis les faits, le délai de prescription pour le harcèlement ou les agressions sexuelles a été porté à six ans. C'est encore insuffisant. Beaucoup de femmes, en effet, n'osent pas porter plainte lorsqu'elles subissent ce harcèlement. S'il vient d'un supérieur ou même d'un collègue sur leur lieu de travail, elles craignent d'être publiquement tournées en dérision, comme l'a fait Baupin, qui a donné un

bel exemple de goujaterie. Elles peuvent même craindre de perdre leur emploi. C'est pourquoi beaucoup préfèrent attendre d'être plusieurs, pour se sentir plus fortes, avant de porter plainte.

Voilà pourquoi 94 % des plaintes déposées pour harcèlement sexuel sur le lieu de travail sont classées sans suite ou n'aboutissent pas à des condamnations.

L'argent public pour les services publics !

Les personnels de l'association ACORE (Association sur la Recherche et la Conception d'Outils Éducatifs) ont manifesté leur mécontentement vis-à-vis de la mairie de Saint-Leu.

Certains salariés n'ont pas touché leur paie depuis le mois de janvier. Où sont donc passés les subventions de la mairie, mais aussi les contributions mensuelles des parents destinées à financer cette garderie accueillant 153 enfants ? Parents et salariés peuvent légitimement se le demander.

Salariés et parents s'inquiètent du devenir de la garderie qui leur offre emplois et salaires pour les premiers ainsi qu'un service indispensable pour les seconds.

Les parents constatant l'incapacité de l'association privée à gérer sérieusement la structure ont fait part de leur désir de voir la municipalité en prendre la direction. Ils n'ont pas tort, car même en cas de problème de gestion, la menace d'une fermeture ou de salaires non payés seraient a priori

écartée. Garantie non négligeable pour les uns et les autres.

En tout état de cause, l'éducation des enfants, le périscolaire ou les crèches devraient être des affaires exclusives des collectivités et de l'État. Ils ne devraient pas être confiés à des associations dont les dirigeants peu scrupuleux gèrent l'argent public comme s'il leur appartenait et sans aucun contrôle des usagers et des salariés !

Non à la division, oui à l'unité de tous les travailleurs



En début de mois, les deux principaux syndicats de salariés, la CGTR et la CFDT sont montés au créneau pour dénoncer l'emploi de travailleurs étrangers, en l'occurrence des ouvriers Portugais et Italiens, par des entreprises du BTP respectivement

sur les chantiers du Pôle sanitaire ouest et du Groupement hospitalier sud Réunion

Le représentant de la CFDT qui s'est rendu sur les lieux avec des militants de son syndicat a déploré les décisions de la GTOI, de DVM NumoDuares, elle-même soumissionnée par la GTOI, et de Demathieu Bard de recruter à l'extérieur alors « qu'on a le métier ici ».

Cette affaire rappelle celle de la centrale thermique du Port en 2011 où ces mêmes syndicats et des associations satellites du PCR avaient manifesté contre l'embauche des travailleurs en majorité espagnols pour donner le change aux chômeurs du BTP qui, à juste raison, ne supportaient plus de ne pas trouver du travail.

Si pour dissimuler leur volonté de payer les travailleurs moins cher en faisant fi des droits et des obligations applicables à La Réunion dans le secteur du bâtiment, les patrons du bâtiment et parfois les maîtres

d'ouvrage justifient toujours leurs agissements par la soi-disant absence locale de main-d'œuvre appropriée, les travailleurs ne doivent pas tomber dans le piège de la division entre les travailleurs étrangers et ceux qui vivent ici, entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en sont privés. Les seuls étrangers sont les patrons qui créent le chômage, qui préfèrent imposer des heures supplémentaires plutôt que d'embaucher des travailleurs en plus.

Le chômage qui pousse à la misère, à l'individualisme, à la division n'est pas une fatalité. Il peut être combattu à condition d'imposer des mesures concrètes comme l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans baisse de salaire. Ces revendications, vitales pour le monde ouvrier, nécessitent de prendre l'argent là où il est, c'est-à-dire dans les poches des capitalistes, en l'occurrence ceux du BTP.

États-Unis : Trump, des discours aux actes

Mardi 28 février, dans son discours devant l'ensemble du Congrès américain, Donald Trump n'a pas joué les va-t-en-guerre contre le monde entier. Mais, la veille de ce discours, il a donné ses instructions aux différents ministères pour préparer le budget qu'il

présentera au Congrès. C'est le budget militaire, déjà très important puisqu'il est de plus de 600 milliards de dollars et absorbe 4 % de la richesse nationale, que Trump propose d'augmenter de plus de 50 milliards, soit de quelque 9 % ! Ces milliards, ce sont les autres

ministères qui sont priés de les trouver, en prenant sur les programmes sociaux de lutte contre la pauvreté, sur l'aide internationale, et tout particulièrement sur le ministère de l'Environnement qui est prié d'économiser le quart de son budget !

Égypte : prêt du FMI, attaques redoublées contre la population

La Grande-Bretagne vient de se porter garantie pour 150 millions de dollars, dans le cadre du plan d'aide de 12 milliards du FMI obtenu par le gouvernement égyptien en novembre dernier.

Ce prêt est censé aider le pouvoir égyptien à faire face à la crise monétaire vécue par le pays, qui s'est traduite, en novembre 2016, par la décision de laisser flotter la livre égyptienne, à la demande des grandes puissances financières. La monnaie égyptienne a alors perdu 50 % de sa valeur, ce qui a entraîné une explosion des prix de certains produits importés,

dont le sucre qui a augmenté de 80 %, le blé, l'essence ou le coton.

Les milliards promis par le FMI et la Banque mondiale, dont une partie a déjà été versée, s'accompagnent en outre, comme toujours, de l'obligation de mener de prétendues réformes, comme la réduction des subventions d'État sur l'électricité et le carburant, qui agraveront encore les conditions de vie des plus modestes.

Début février, le mécontentement ouvrier s'est manifesté notamment au travers d'une grève qui a touché cinq établissements de la plus grande usine textile de Mahalla-al-Kubra,

située dans le delta du Nil. Deux mille ouvriers et ouvrières y ont arrêté le travail pour que les salaires soient augmentés en raison de l'augmentation des prix.

Les autorités semblent au demeurant craindre d'autres manifestations du mécontentement populaire, tant elles sont promptes à déployer les forces de police, au moindre signe de rassemblement. Mais la politique du bâton, Sissi le sait, comme Morsi et Moubarak avant lui, ne nourrit pas et ne fait pas toujours taire les mécontentements.

Malnutrition, guerres : enfants en danger, profiteurs protégés



L'Unicef, à la recherche de fonds pour venir en aide aux enfants menacés de malnutrition dans le monde, a dressé

un tableau sans appel de la situation catastrophique de nombre de peuples de la planète. Ainsi, en 2017 « environ

7,5 millions d'enfants seront exposés à la malnutrition aiguë sévère, dont près d'un demi-million dans le nord-est du Nigeria et au Yémen ».

Pour avoir une chance d'apporter une aide à 48 millions d'enfants en accès à l'eau, à l'enseignement, aux vaccins, l'Unicef supplie les États de bien vouloir contribuer pour un total de 3,3 milliards de dollars.

Rien qu'en France, l'industrie militaire a vendu, l'an dernier, des armements pour une somme plus de six fois supérieure, qui ont en partie contribué au déchaînement des guerres dont sont victimes ces enfants. Ce qui fait la fierté du gouvernement...

Nathalie Arthaud a plus de 500 parrainages validés

Mardi 7 mars, le Conseil constitutionnel avait déjà validé 557 parrainages pour Nathalie Arthaud. Comme elle l'a elle-même rappelé sur son blog :

« ...Lutte ouvrière est une organisation militante et, au fil du temps, nos camarades ont tissé des liens avec de nombreux maires. Ils ont l'habitude de se déplacer pour les rencontrer, là où d'autres se contentent d'un courrier ou d'un coup de fil.

« Nous serions bien en peine de nous présenter autrement, car notre parti ne compte pas dans ses rangs les

élus requis, loin s'en faut. D'abord fixé à 100 parrainages en 1962, le plafond a été relevé à 500 en 1976 par le Parlement. En 2016, à l'initiative du PS, une nouvelle loi a encore compliqué la procédure. Les grands partis ne seraient pas mécontents de pouvoir faire l'élection entre eux ! (...)

« De nombreux élus font part de leurs désillusions vis-à-vis du système politique actuel. Comme nombre d'entre eux l'expriment, les gouvernements successifs augmentent leurs charges mais réduisent leurs prérogatives et leurs moyens. À

l'échelle d'une petite commune, être maire, c'est souvent du dévouement et beaucoup de temps consacré à la collectivité. Alors, quand ils voient comment se comportent ceux qui briguent l'Élysée...

« Les maires qui m'ont accordé leur parrainage font preuve de plus de sens démocratique que les gens qui nous gouvernent, voire que bien des grands médias audiovisuels, qui râlent contre les quelques demandes du CSA en matière d'équité des temps d'antenne, à défaut d'égalité ! »

La campagne de Nathalie Arthaud :

• du travail, il y en a : il faut le répartir entre tous !

Pour vanter son idée de revenu universel, Hamon explique qu'il n'y a plus de travail et qu'il faut se préparer à une société sans plein emploi. Cela vise à exonérer le grand patronat du chômage de masse.

Dans quasiment toutes les entreprises, des heures supplémentaires sont imposées, parfois même sans être rémunérées. Chez Renault, les accords de compétitivité de 2013 ont imposé le vol de 18 à 21 jours de RTT. Chez PSA, les samedis obligatoires pluvent sur les ouvriers. Partout, les cadences ont explosé. Chaque travailleur sait qu'on lui demande un effort plus intense mettant en péril sa santé. Les troubles musculaires et les maladies professionnelles se multiplient. Tout cela est le signe tangible d'une exploitation accrue.

Dans les services publics aussi il y a du travail en quantité. Dans les hôpitaux, les écoles, les crèches, tous croulent sous la charge de travail. L'urgence absolue serait d'embaucher. On a vu comment une simple épidémie de grippe pouvait créer la panique dans les hôpitaux, par manque de personnel. Il faudrait aujourd'hui construire un million de logements par an pour répondre au drame des mal-logés. En parallèle, combien d'ingénieurs, de

maçons, d'électriciens, etc. au chômage ne demandent qu'à travailler ?

C'est cela la réalité : les emplois disparaissent, supprimés par le patronat, mais pas le travail !

• interdire les suppressions d'emplois

Les candidats en vue à l'élection présidentielle comptent sur le développement économique, la reprise économique, la bonne santé des entreprises, la compétitivité pour en finir avec le chômage de masse.

Il s'agit d'une énorme mascarade. La seule chose que les patrons veulent développer ce sont leurs profits, la masse des dividendes qu'ils distribuent à leurs actionnaires, malgré la crise dans laquelle s'enfonce leur système.

Les suppressions d'emplois, les licenciements sont justement le résultat de cette course acharnée à l'augmentation des profits. Pour les grands capitalistes, c'est précisément en baissant la masse de ce qu'ils reversent au monde du travail sous forme de salaires, de pensions ou de service publics, qu'ils peuvent augmenter leurs profits.

C'est ainsi que des millions de travailleurs voient leurs conditions de travail empirer de jour en jour, obligés de faire seuls ce qu'on faisait à trois auparavant. Les emplois des uns sont

supprimés, pendant que les conditions de travail, de vie, de rémunération des autres se dégradent. Seul le développement des profits intéresse la classe bourgeoise, et le chômage de masse ne la gêne pas, il l'aide à imposer ses volontés.

La seule issue pour inverser le cours actuel des choses est d'imposer, en prenant sur les profits gigantesques de la classe capitaliste, la prise en compte des besoins de la classe des travailleurs. Il faut commencer par interdire les suppressions d'emplois et les licenciements. Et il faut imposer la répartition du travail entre toutes les mains et têtes disponibles, les millions de personnes qui croupissent au chômage total ou partiel, en garantissant à tous un salaire décent. Il faut le dire dans ces élections et se préparer à l'imposer par la lutte.

• il faut contrôler les élus

Interrogée sur le contrôle de la vie publique, à la question « *Les élus doivent-ils être contrôlés par les sénateurs, les députés ?* », Nathalie Arthaud a répondu que cela ne rimeraient à rien, pas plus que d'en charger la Cour des comptes ou une autre institution du même genre. Car cela ne signifierait pas les mettre sous le contrôle de la population mais, au contraire, laisser entre eux tous ces

gens qui vivent dans leur monde. « *Je crois que ce contrôle doit être exercé par la population, par les journalistes : ces données doivent être absolument publiques, transparentes* », a-t-elle expliqué.

Et quand la journaliste lui a demandé ce qui pouvait être fait d'autre pour plus de transparence de la vie publique, Nathalie a répondu, en reprenant une position héritée du mouvement ouvrier : « *Le salaire moyen en France tourne autour de 1 800 euros net par mois. Eh bien, nous disons que tous doivent être à 1 800 euros par mois. Quand on est élu, on ne doit en tirer aucun avantage. Il n'y a pas de raison d'avoir des chauffeurs, des gens à son service. Il faut pouvoir tenir sa fonction, et c'est tout.* »

• le mythe d'une police républicaine



Nathalie a reçu un courrier adressé par un ancien policier et militaire qui, tout en s'affirmant communiste, pense que la police est une institution comme les autres, souffrant avant tout du sous-effectif. Il explique y avoir « *trouvé des gens ouverts* » et même y avoir « *défendu les idées communistes et trouvé de l'écho chez certains* ». Voici des extraits de la réponse de notre camarade :

« *Cher Camarade,*

(...) Évidemment, il y a toutes sortes de policiers. Et si certains se comportent comme de vrais soudards, d'autres non (...).

Tu fais le parallèle entre l'armée, la police et les autres « institutions » comme tu dis, comme la santé ou l'enseignement. Et là, je ne suis plus d'accord avec toi, car l'armée et la police ne sont pas des institutions comme les autres.

La police et l'armée sont des appareils de répression, dont l'objectif fondamental est de réprimer. Réprimer des travailleurs quand ils contestent ou quand ils se révoltent, réprimer des

peuples à travers le monde quand ceux-ci ne sont plus soumis au dictateur local qui sert les intérêts des capitalistes français. (...)

Bien sûr, la police a d'autres fonctions, qui apparaissent comme utiles à la population, que tu cites toi-même : soutenir les femmes battues, les gamins meurtris. (...) Mais il n'empêche. En tant que communiste révolutionnaire, je suis opposée à l'existence d'appareils de répression au-dessus de la population, indépendants d'elle, ayant autorité sur elle, dont les membres ne sont pas élus et qui n'ont de comptes à rendre qu'à leurs supérieurs.

Ma conviction est qu'il serait possible de construire un État infiniment plus démocratique que l'État actuel, en permettant à toute la population de participer directement à toutes les tâches de police et de justice, ou d'exercer un contrôle permanent sur ceux qui en ont la charge (...).

Fraternellement »

Nathalie ARTHAUD

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ

VENDREDI 17 MARS de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON

DIMANCHE 19 MARS de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT

SAMEDI 25 MARS de 7H30 à 9H00

MARCHÉ DE SAINT PIERRE

SAMEDI 8 AVRIL de 9H00 à 10H30

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière

Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : demande en cours